



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC D'ÉTUDES**














---

**Audit de boucle HTA Site de campus route de Mende  
N° 20252510070000**

---

**UNIVERSITE de MONTPELLIER PAUL VALÉRY**  
**Direction du Patrimoine et de la Maintenance Immobilière**  
**Gestion Technique Immobilière**  
Route de Mende  
34090 MONTPELLIER CEDEX

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	Audit de boucle HTA Site de campus route de Mende
	<b>Mode de passation</b>	Procédure adaptée ouverte
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Délai de validité des offres</b>	120 jours
	<b>Tranches optionnelles</b>	Avec tranches optionnelles
	<b>Forme de groupement</b>	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	<b>Variantes</b>	Sans
	<b>PSE</b>	Sans
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par Tranche
	<b>Négociation</b>	Avec
	<b>Visite sur site</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 - Intervenants .....	5
3.1 - Conduite d'études .....	5
4 - Protection des données à caractère personnel .....	5
5 - Durée et délais d'exécution .....	6
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations .....	6
5.2 - Délai d'exécution des prestations .....	6
6 - Prix .....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
6.2 - Modalités de variation des prix .....	6
7 - Garanties Financières .....	7
8 - Avance .....	7
9 - Modalités de règlement des comptes .....	7
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	7
9.3 - Délai global de paiement .....	9
9.4 - Paiement des cotraitants .....	9
9.5 - Paiement des sous-traitants .....	9
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	9
10.1 - Présentation des livrables .....	9
10.2 - Modifications techniques .....	10
10.3 - Arrêt de l'exécution des prestations .....	10
10.4 - Plan de prévention .....	10
11 - Développement durable .....	10
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	10
12.1 - Vérifications .....	10
12.2 - Décision après vérification .....	10
13 - Garantie des prestations .....	10
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	10
15 - Pénalités .....	10
15.1 - Pénalités de retard .....	10
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	11
16 - Assurances .....	11
17 - Clause de réexamen .....	11
18 - Résiliation du contrat .....	12
18.1 - Conditions de résiliation .....	12
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	12
19 - Règlement des litiges et langues .....	12
20 - Dérogations .....	13

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Le présent marché a pour objet la réalisation d'un audit complet de la boucle haute tension A (HTA) de 20 kV qui alimente l'ensemble des bâtiments du campus universitaire Paul Valéry situé route de Mende à Montpellier. Cette prestation comprend l'analyse de l'installation électrique existante, l'évaluation de sa capacité à répondre aux évolutions futures programmées du campus, et la réalisation d'un schéma directeur HTA. Le prestataire devra également établir des préconisations pour le mode de gestion optimal de la boucle et intégrer dans ses analyses les futurs projets de construction et de rénovation prévue sur la période 2025-2035.

Lieu(x) d'exécution :  
Campus Paul Valéry, Route de Mende

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont divisées en trois tranches :

Tranches	Désignation
Tranche Ferme	Diagnostic complet boucle HTA et étude d'intégration du bâtiment « S »
Tranche optionnelle 1	Diagnostic général de la boucle
Tranche optionnelle 2	Schéma directeur et stratégie d'avenir

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
  - ° Annexe 1 : Plan du campus et de l'installation HT
  - ° Annexe 2 : Schéma unifilaire des transformateurs
  - ° Annexe 3 : Fresque des réalisations et des planifications sur le campus
  - ° Annexe 4 : Calendrier universitaire 2025-2026
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique et environnemental du titulaire
- Le formulaire DC4 et sa notice
- Le Courrier Université de Montpellier Paul-Valéry sur les interruptions des opérations financières au premier trimestre 2026

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Conduite d'études

Le conducteur d'études sera désigné ultérieurement.

Les missions du conducteur d'études sont les suivantes :

- examiner les apports intermédiaires de l'étude à chaque tranche de celle-ci et éventuellement à juger de l'opportunité de l'arrêt de l'étude.
- fournir au titulaire toute la documentation nécessaire.

## 4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

En cas de recouvrement des tranches dans le temps, la durée globale minimum prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 1 ans hors délai de validation de chaque livrable de chaque tranche.

### 5.2 - Délai d'exécution des prestations.

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des prestations débute, pour chaque tranche, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations.

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations d'une tranche optionnelle court à compter du début d'exécution de la tranche ferme. Il est indiqué ci-dessous :

Tranche(s) optionnelle(s)	Délai limite de notification
Tranche optionnelle 1	8 mois
Tranche optionnelle 2	10 Mois

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-PI, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Tous les prix sont révisés annuellement, à compter du premier jour du mois de notification augmenté de 3 mois, par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = (\text{SYNTEC } (n) / \text{SYNTEC } (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur du dernier indice publié (provisoire ou définitif) au premier jour du premier mois du trimestre de révision.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Cette révision de prix est définitive, aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Le coefficient de révision de prix applicable est celui en vigueur à la date des prestations

**Le titulaire présentera les prix révisés accompagnés des éléments justificatifs selon les modalités de l'annexe E du décret 2016-33 du 20 janvier 2016 des pièces justificatives et des modalités de calcul.**

L'index de référence, publié par la fédération SYNTEC ([www.syntec.fr](http://www.syntec.fr)) est :

Identifiant	Libellé
Indice SYNTEC révisé	Evolution du coût de la main d'œuvre, essentiellement intellectuelle, pour des prestations fournies

Le titulaire produira lors de la remise de la facture l'état liquidatif des révisions et/ou actualisation de prix. Ce document comprendra :

- La référence du marché, le cas échéant des avenants et décisions de poursuivre,
- Le mois d'exécution de la prestation faisant l'objet de la révision et/ou de l'actualisation de prix
- Le montant HT des différentes sommes faisant l'objet de la révision et/ou de l'actualisation de prix
- Le(s) coefficient(s) de révision, accompagnés des calculs ayant permis sa (leur) détermination
- Le taux et le montant de TVA sur actualisations et/ou révisions
- Le montant TTC de la (des) revalorisation(s)

En cas de modification ou de suppression officielle de tout ou partie de l'indice précédent, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme émetteur sera pris en compte.

Au cas où une série chronologique arrêtée n'a pas de série correspondante désignée, ou si elle apparaît inadaptée aux deux parties contractantes, celles-ci doivent se mettre d'accord sur une nouvelle série poursuivante, par avenant.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Prestations Intellectuelles.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-PI, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R.2191-3 ou que le marché de défense ou de sécurité respecte les conditions mentionnées à l'article R.2391-1.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R.2191-10 est fixé à 20% ou à un taux supérieur fixé par les documents particuliers du marché.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé par les documents particuliers du marché et, à défaut, au taux minimal prévu à l'article R.2191-7 du code de la commande publique pour les marchés ou par l'article R.2391-4 pour les marchés de défense ou de sécurité.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-PI et seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;

- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article L613-7 du Code de la sécurité sociale.

#### **Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).



### 9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

### 9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution :

UNIVERSITE PAUL VALÉRY  
ROUTE DE MENDE  
34199 MONTPELLIER CEDEX 5

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue par dérogation aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

### 10.1 - Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

Ce marché se déroule en trois tranches distinctes, chacune donnant lieu à la remise de livrables spécifiques à la Direction du Patrimoine et de la Maintenance Immobilière de l'Université de Montpellier Paul Valéry.

Ils sont remis selon les formats et sur les supports suivants :

Pour être en adéquation avec son engagement dans le développement durable, la DPMI souhaite que la totalité des livrables soient transmis exclusivement en format numérique (compression ZIP pour les documents volumineux). Les documents papier ou les dons de supports de stockage (clé USB ...) sont proscrits

Les formats imposés par type de documents sont les suivants :

- Rapport / note / schéma directeur (...) : format PDF
- Plans et schémas : formats PDF et DWG
- Notes de calcul et tableaux : formats Excel (\*.XLS ou \*.XLSX)

## 10.2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

## 10.3 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque tranche définie au CCAP et RC.

## 10.4 - Plan de prévention

Conformément aux R.4512-6 à R.4512-12 du Code du travail, un plan de prévention sera établi conjointement entre le titulaire et l'Université de Montpellier Paul Valéry préalablement au démarrage des interventions.

# 11 - Développement durable

Conformément à l'article 7 du CCTP ainsi que l'article 10.1 du présent CCAP, il est prévu que la totalité des livrables soient transmis exclusivement en format numérique (compression ZIP pour les documents volumineux). Les documents papier ou les dons de supports de stockage (clé USB ...) sont proscrits.

# 12 - Constatation de l'exécution des prestations

## 12.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 30 jours à compter de la date de livraison, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

## 12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

# 13 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

# 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

# 15 - Pénalités

## 15.1 - Pénalités de retard

En cas de **retard dans la remise des livrables**, une pénalité forfaitaire de **150 euros** sera appliquée.

En cas de **non-remise d'un livrable**, une pénalité forfaitaire de **150 euros** sera également appliquée.

En cas de **perte de clés ou de badge**, une pénalité correspondant au **montant du remplacement** induit par ladite perte sera appliquée.

En cas d'**absence à une réunion**, une pénalité forfaitaire de **100 euros** sera appliquée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, aucune exonération ne sera accordée concernant l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard seront appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-PI.

## 15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

## 17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Un(des) prix nouveau(x) sera(ont) ajouté(s) ou seront substitué(s) aux postes de prix de la DPGF le cadre d'une mise à jour ponctuelle, dans les conditions suivantes :

- Le(s) prix ajouté(s) ou substitué(s) devra(ont) être en lien direct avec l'objet du marché ;
- Les prix ajoutés ou substitués devront être intégrés à l'intérieur d'une famille de la DPGF ;

- Le(s) prix de la(les) prestation(s) correspondante(s), fixé(s) par le titulaire , est présenté au pouvoir adjudicateur, qui se réserve le droit d'en accepter ou non la valeur. Dans ce dernier cas, le pouvoir adjudicateur et le titulaire entament un dialogue concourant à une fixation consensuelle du(des) prix concerné(s).

Cette mise à jour ponctuelle sera effectuée en accord avec le titulaire.

Le(s) prix nouveau(x) sera(ont) introduit(s) par avenant.

## **18 - Résiliation du contrat**

### **18.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **19 - Règlement des litiges et langues**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être rédigée en langue française ou traduite en français et certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

En cas de litige, seul le TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTPELLIER est compétent en la matière.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTPELLIER

6 rue Pitot  
34063 MONTPELLIER CEDEX 2

Tél : 04 67 54 81 00  
Télécopie : 04 67 54 74 10  
Courriel : [greffe.ta-montpellier@juradm.fr](mailto:greffe.ta-montpellier@juradm.fr)

Organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :  
Comité consultatif inter-régional de règlement amiable des litiges  
Préfecture de région  
Place Félix - Baret CS 80001  
13282 MARSEILLE CEDEX 06  
Adresse internet (U.R.L) : <http://www.bouches-du-rhone.pref.gouv.fr/>

## 20 - Dérogations

- Article 6.2 du CCAP déroge à l'article 10.2.4 du CCAG-PI
- Article 10 du CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG-PI
- Article 14 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG-PI
- Article 15.1 du CCAP déroge aux articles 14.1.3 et 14.1.2 du CCAG-PI